
Deuxième session, trente et unième Législature

Second Session, Thirty-First Legislature

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Projet de loi n° 4

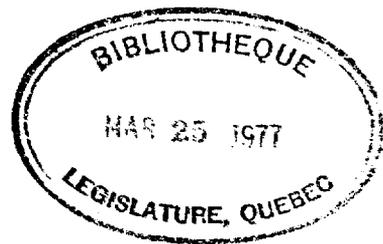
Bill No. 4

Loi modifiant la Loi sur
l'assurance-récolte

An Act to amend the Crop
Insurance Act

Première lecture

First reading



M. GARON

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC
CHARLES-HENRI DUBÉ
QUÉBEC OFFICIAL PUBLISHER

1977

Projet de loi n° 4

Loi modifiant la Loi sur
l'assurance-récolte

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1. L'article 1 de la Loi sur l'assurance-récolte (1974, chapitre 31), modifié par l'article 1 du chapitre 39 des lois de 1975, est de nouveau modifié par le remplacement des paragraphes *b* et *c* par les suivants:

«*b*) «grande culture»: les plantes fourragères ou les céréales, sauf le maïs-grain, cultivées dans une exploitation agricole et destinées principalement à l'alimentation des animaux de ferme du producteur;

«*c*) «culture commerciale»: les végétaux cultivés dans une exploitation agricole et destinés principalement au commerce de même que le maïs-grain et la luzerne cultivée à des fins commerciales;».

2. L'article 23 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**23.** Dans les cas visés à l'article 30, les récoltes de grande culture de tout producteur spécialisé dans l'industrie laitière ou dans l'élevage de bovins

Bill No. 4

An Act to amend the Crop
Insurance Act

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

1. Section 1 of the Crop Insurance Act (1974, chapter 31), amended by section 1 of chapter 39 of the statutes of 1975, is again amended by replacing paragraphs *b* and *c* by the following:

“(b) “mixed farming crop” means forage or cereal plants, except grain-corn, grown on a cultivated farm and intended mainly for feeding the producer’s farm animals;

“(c) “commercial crop” means plants grown on a cultivated farm and intended mainly for sale, including grain-corn and alfalfa grown for commercial purposes;”.

2. Section 23 of the said act is replaced by the following:

“**23.** In the cases contemplated in section 30, the mixed farming crops of every producer specializing in the dairy industry or in the raising of beef-cattle,

NOTES EXPLICATIVES

L'objet principal de ce projet est de rendre facultative plutôt qu'obligatoire la participation des producteurs au système collectif d'assurance des grandes cultures.

Accessoirement, il apporte des assouplissements et des précisions à certains articles de la loi et établit les concordances nécessaires.

EXPLANATORY NOTES

The main object of this bill is to make adherence to a collective plan of mixed farming insurance optional rather than compulsory for the producers.

The bill also makes certain sections more flexible or more precise, and makes the necessary amendments for concordance.

de boucherie, de chevaux, de moutons ou d'autres herbivores, groupées en catégories, suivant les règlements, sont assurables par la Régie selon le système collectif d'assurance prévu à la présente loi.

Ces mêmes récoltes sont également assurables selon le système individuel d'assurance prévu à la présente loi.»

3. L'article 25 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**25.** Sous réserve des conditions particulières au gel du sol, l'assurance est en vigueur, chaque année, à compter du début de la végétation, ou à compter des semailles si elles peuvent être effectuées, jusqu'à la fin des récoltes. Les dates ultimes des semailles et des récoltes pour une région sont établies par règlement, en tenant compte de l'usage constant et reconnu de la région.

Toutefois, la Régie peut modifier les dates fixées suivant le premier alinéa si elle est d'avis que les semailles ou les récoltes n'ont pu être effectuées à temps par suite de l'action nuisible d'un élément visé dans les paragraphes *a* à *i* de l'article 24.»

4. L'article 26 de ladite loi est modifié par l'addition de l'alinéa suivant:

«La Régie peut établir un taux d'escompte au bénéfice de tout producteur qui verse sa cotisation par anticipation; le taux d'escompte peut varier selon la date du paiement de la cotisation par anticipation.»

5. L'article 28 de ladite loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

«**28.** Le taux des cotisations, les taux d'escompte et les prix unitaires

horses, sheep or other herbivorous animals grouped into categories according to the regulations, are insurable by the Régie under the collective insurance plan provided for in this act.

The same crops are also insurable under the individual insurance plan provided for in this act.”

3. Section 25 of the said act is replaced by the following:

“**25.** Subject to the conditions peculiar to freezing of the soil, the insurance shall be in force, each year, from the beginning of growth or seeding, to the extent that it is possible, until the end of the harvest. The final dates for seeding or the harvest in a region shall be established by regulation, taking into account established and recognized local usage.

However, the Régie may change the dates fixed under the first paragraph if of opinion that the seeding or the harvest could not be done in time on account of the harmful effects of any of the forces mentioned in paragraphs *a* to *i* of section 24.”

4. Section 26 of the said act is amended by adding the following paragraph:

“The Régie may fix a discount rate for the benefit of every producer paying his assessment in advance; the discount rate may vary according to the date of payment in advance of the assessment.”

5. Section 28 of the said act is amended by replacing the first paragraph by the following:

“**28.** The assessment rates, discount rates and unit prices contemplated in

visés dans les articles 26 et 27 doivent être publiés dans la *Gazette officielle du Québec* et dans au moins un journal agricole désigné par la Régie, au plus tard le 31 mars de l'année au cours de laquelle ils doivent s'appliquer.»

6. L'article 30 de ladite loi, modifié par l'article 3 du chapitre 39 des lois de 1975, est remplacé par le suivant:

«**30.** Sous réserve d'une consultation par la Régie auprès des associations ou groupements de producteurs dans la zone, l'établissement d'un système collectif d'assurance peut être décrété par le lieutenant-gouverneur en conseil dans toute zone que détermine la Régie par règlement s'il est démontré, à la satisfaction du lieutenant-gouverneur en conseil:

a) que les producteurs de la zone, en nombre suffisant, y consentent ou

b) que les producteurs de la zone dont les cultures représentent une proportion suffisante de la valeur assurable de l'ensemble des cultures dans la zone y consentent.

Sous réserve de la consultation prévue au premier alinéa, un tel système, une fois établi, ne peut être aboli que s'il est démontré, à la satisfaction du lieutenant-gouverneur en conseil:

a) que les assurés de la zone, en nombre suffisant, sont favorables à cette abolition ou

b) que les assurés de la zone dont les cultures représentent une proportion suffisante de la valeur assurable de l'ensemble des cultures dans la zone sont favorables à cette abolition.»

7. L'article 31 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**31.** Le producteur qui désire s'assurer suivant le système collectif doit,

sections 26 and 27 shall be published in the *Gazette officielle du Québec* and in at least one agricultural journal designated by the Régie, not later than 31 March in the year in which they are to apply.”

6. Section 30 of the said act, amended by section 3 of chapter 39 of the statutes of 1975, is replaced by the following:

“**30.** Subject to a consultation by the Régie with the associations or groups of producers in the zone, the establishment of a group insurance plan may be ordered by the Lieutenant-Governor in Council in any zone which the Régie may determine by regulation if it is proved to the satisfaction of the Lieutenant-Governor in Council:

(a) that a sufficient number of producers of the zone agree thereto or

(b) that the producers of the zone whose crops represent a sufficient proportion of the insurable value of all the crops in the zone, agree thereto.

Subject to the consultation provided for in the first paragraph, such a plan, once established, shall not be abolished except where it is proved to the satisfaction of the Lieutenant-Governor in Council:

(a) that a sufficient number of the insured producers of the zone are in favour of its abolition or

(b) that the insured producers of the zone whose crops represent a sufficient proportion of the insurable value of all the crops in the zone, are in favour of its abolition.”

7. Section 31 of the said act is replaced by the following:

“**31.** The producer wishing to be insured under the collective plan must

avant le 30 avril de l'année d'assurance, s'inscrire directement à la Régie en fournissant, sur la formule prescrite à cette fin, tout renseignement exigé et payer la cotisation exigible.

Le producteur qui a adhéré au système collectif est tenu de maintenir son adhésion tant que le système subsiste. Il doit, au moment de son inscription, pour chaque année d'assurance subséquente à la première, autoriser la perception de sa cotisation annuelle selon les modalités prévues aux articles 35 et 36, le cas échéant.»

8. L'article 34 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**34.** Lorsque la cotisation exigible est perçue suivant les articles 35 ou 36, le paiement de cette cotisation doit parvenir à la Régie au plus tard le 31 août de l'année d'assurance.»

9. L'article 35 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**35.** 1. Tout office de producteurs constitué en vertu de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles (1974, chapitre 36) est tenu de percevoir, à l'époque et selon les modalités déterminées par règlement, la cotisation de chacun des producteurs inscrits à son registre ou fichier qui, d'après la liste fournie par la Régie, a adhéré au système collectif.

L'office doit transmettre à la Régie, à la date fixée par l'article 34, les cotisations ainsi perçues.

2. Toute personne qui est tenue de percevoir des deniers d'un producteur en vertu de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles (1974, chapitre 36), d'un règlement adopté par la Régie des marchés agricoles conformément à ladite loi, d'une convention dûment

register directly with the Régie before 30 April of the year of insurance by giving all the required information, on the form prescribed for that purpose, and must pay the assessment payable.

The producer having joined the collective plan must remain a member as long as the plan is in force. When registering for each year of insurance after the first, he shall authorize the collection of his annual assessment in accordance with the terms and conditions provided for in sections 35 and 36, as the case may be."

8. Section 34 of the said act is replaced by the following:

“**34.** When the assessment payable is collected in accordance with section 35 or 36, the payment of that assessment must reach the Régie not later than 31 August of the year of insurance.”

9. Section 35 of the said act is replaced by the following:

“**35.** (1) Every producers' board established under the Farm Products Marketing Act (1974, chapter 36) must collect, at the time and in accordance with the terms and conditions determined by regulation, the assessment of each of the producers entered on its register or file who, in accordance with the list supplied by the Régie, has joined the collective plan.

The board shall send to the Régie, at the date fixed in section 34, the assessments so collected.

(2) Every person required to collect moneys from a producer under the Farm Products Marketing Act (1974, chapter 36), a regulation made by the Agricultural Marketing Board in accordance with the said act, an agreement duly homologated or an arbitration

homologuée ou d'une sentence arbitrale doit, lorsqu'elle en est informée par l'office des producteurs concerné, en même temps qu'elle perçoit ces deniers, percevoir et remettre, à l'époque et selon les modalités déterminées par règlement, à l'office chargé d'appliquer le plan conjoint, la cotisation de chacun des producteurs inscrits à son registre ou fichier qui, d'après la liste fournie par la Régie, a adhéré au système collectif.

L'office doit transmettre à la Régie, à la date fixée par l'article 34, les cotisations ainsi reçues.»

10. L'article 37 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**37.** Le producteur qui a adhéré au système collectif et dont la cotisation n'est pas perçue suivant les articles 35 ou 36 est tenu d'effectuer lui-même, pour toute année d'assurance subséquente à la première, le paiement de sa cotisation avant le 30 avril de l'année d'assurance.»

11. L'article 43 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**43.** En cas de dommages imputables à l'un ou l'autre des éléments visés à l'article 24, l'assuré n'est pas tenu de produire un avis de dommages à la Régie, sous réserve du dernier alinéa de l'article 44.»

12. L'article 44 de ladite loi est modifié par l'addition, à la fin, des alinéas suivants:

«Lorsque la perte de rendement est circonscrite à une partie de zone et qu'elle résulte de l'action nuisible de la grêle, de la neige ou de la crue des eaux, les dispositions du présent article s'appliquent, *mutatis mutandis*, à cette partie de zone.

award must, when informed by the producers' board concerned, at the same time as he collects the moneys, collect and remit, at the time and in accordance with the terms and conditions determined by regulation, to the board entrusted with the application of the joint plan, the assessment of each of the producers entered on its register or file who, in accordance with the list supplied by the Régie, has joined the collective plan.

The board shall send to the Régie, at the date fixed in section 34, the assessments so received."

10. Section 37 of the said act is replaced by the following:

“**37.** A producer who has signed the collective plan and whose assessment is not collected in accordance with section 35 or 36 must, for every year of insurance after the first, make the payment of his assessment himself, before 30 April of the year of the insurance.”

11. Section 43 of the said act is replaced by the following:

“**43.** In case of damage caused by one or another of the forces of nature contemplated in section 24, the insured is not required to file a notice of damage with the Régie, subject to the last paragraph of section 44.”

12. Section 44 of the said act is amended by adding, at the end, the following:

“Where a loss in yield is confined to a part of a zone and is the harmful effect of hail, snow or flood, this section applies, *mutatis mutandis*, to that part of the zone.

L'assuré doit alors transmettre un avis de dommages à la Régie dans les plus brefs délais, sous peine de perdre son droit à toute indemnité.»

13. L'article 46 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**46.** Tout producteur spécialisé dans l'industrie laitière, tout éleveur de bovins de boucherie, de chevaux, de moutons ou d'autres herbivores de même que tout éleveur de volailles, de porcs ou d'autres granivores peut assurer ses récoltes selon le système individuel d'assurance à condition qu'il dispose, à la satisfaction de la Régie, du plan de sa ferme, de données précises sur le rendement moyen de ses récoltes ainsi que de toute autre donnée prévue par règlement.»

14. L'article 48 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**48.** La protection contre le gel du sol et la formation de glace dans le sol ne vaut que si les plantes fourragères ont fait l'objet d'une assurance suivant le système individuel au cours de l'année précédente ou si un producteur assure ses plantes fourragères et paie le montant de la cotisation exigible avant le 1^{er} novembre de l'année qui précède l'année où l'assurance sera en vigueur.»

15. L'article 53 de ladite loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

«**53.** Sauf pour une étendue non semée couverte par la protection spéciale de l'article 55, tout producteur qui modifie le programme agricole qu'il a déclaré à la Régie dans sa demande d'assurance ou dans une demande corrigée doit en aviser la Régie sans délai

The insured must then send a notice of damage to the Régie as soon as possible, under penalty of losing his right to any indemnity.”

13. Section 46 of the said act is replaced by the following:

“**46.** Every producer specializing in the dairy industry, every breeder of beef-cattle, horses, sheep or other herbivorous animals, and every breeder of poultry, hogs or other granivorous animals may insure his crops on the individual insurance plan, provided he has, to the satisfaction of the Régie, the plan of his farm, precise data on the average yield of his crops and any other data prescribed by regulation.”

14. Section 48 of the said act is replaced by the following:

“**48.** Protection against freezing of the soil and the formation of ice in the soil is invalid unless the forage plants were covered by insurance under the individual plan during the preceding year or unless the producer insures his forage plants and pays the amount of the assessment payable before 1 November of the year preceding the year in which the insurance will be in force.”

15. Section 53 of the said act is amended by replacing the first paragraph by the following:

“**53.** Except for an unseeded area covered by special protection under section 55, every producer who alters the agricultural program that he has represented to the Régie in his application for insurance or in a corrected application shall immediately notify the

et avant la date ultime fixée par règlement; la Régie doit alors lui indiquer le plus tôt possible les conditions auxquelles un nouveau certificat peut lui être délivré.»

16. L'article 60 de ladite loi, modifié par l'article 4 du chapitre 39 des lois de 1975, est remplacé par le suivant:

«**60.** Sous réserve de la présente section, les articles 24 à 26, 28, 29, le troisième alinéa de l'article 47 et les articles 48 à 57 s'appliquent, *mutatis mutandis*, aux cultures commerciales.»

17. L'article 74 de ladite loi est modifié par le remplacement des paragraphes *f* à *h* par les suivants:

«*f*) déterminer les personnes qui sont autorisées à procéder à la vente de l'assurance, les conditions d'embauche et de rémunération de ces personnes et les méthodes et procédures qui doivent être suivies lors de la vente;

«*g*) déterminer les personnes qui sont autorisées à procéder à des expertises collectives ou individuelles, les conditions d'embauche et de rémunération de ces personnes et les méthodes et procédures qui doivent être suivies lors d'une expertise;

«*h*) déterminer les modalités de règlement des indemnités et des compensations;».

18. L'article 75 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**75.** Les règlements adoptés en vertu de la présente loi sont publiés dans la *Gazette officielle du Québec*, avec avis qu'à l'expiration des quinze jours suivant cette publication, ils seront soumis pour approbation au lieutenant-gouverneur en conseil.

Régie of that fact before the final date fixed by regulation; the Régie shall then inform him as soon as possible of the conditions on which a new certificate may be issued to him.”

16. Section 60 of the said act, amended by section 4 of chapter 39 of the statutes of 1975, is replaced by the following:

“**60.** Subject to this division sections 24 to 26, 28, 29, the third paragraph of section 47 and sections 48 to 57 apply, *mutatis mutandis*, to commercial crops.”

17. Section 74 of the said act is amended by replacing paragraphs *f* to *h* by the following:

“(*f*) determine what persons are authorized to sell insurance, the conditions of their hiring and remuneration, and the methods and procedures to be followed in selling insurance;

“(*g*) determine what persons are authorized to make collective or individual appraisals, the conditions of their hiring and remuneration, and the methods and procedures to be followed in making an appraisal;

“(*h*) determine the terms and conditions of payment of indemnities and compensation;”.

18. Section 75 of the said act is replaced by the following:

“**75.** The regulations made under this act shall be published in the *Gazette officielle du Québec* with a notice that upon the expiry of fifteen days following such publication, they shall be submitted to the Lieutenant-Governor in Council for approval.

Les règlements susdits entrent en vigueur le jour de la publication dans la *Gazette officielle du Québec* soit d'un avis signalant qu'ils ont reçu l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, soit, en cas de modification par ce dernier, de leur texte définitif. »

19. Les consultations faites par la Régie de l'assurance-récolte en vue de l'établissement du système collectif d'assurance et les cotisations perçues à cette fin sont valables même si elles ont été faites ou perçues avant l'entrée en vigueur de la présente loi.

20. Nonobstant la date prévue au premier alinéa de l'article 28 de la Loi sur l'assurance-récolte, la Régie peut valablement, pour l'année 1977, fixer et publier, dans les soixante jours de l'entrée en vigueur de la présente loi, les taux et prix visés dans ledit article 28 et qui seront applicables à l'assurance suivant le système collectif.

21. La présente loi entrera en vigueur à la date qui sera fixée par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil.

The above regulation shall come into force on the day of the publication in the *Gazette officielle du Québec* of a notice of their approval by the Lieutenant-Governor in Council or, if amended by him, of their final text."

19. Consultations held by the Régie de l'assurance-récolte du Québec toward establishing a collective insurance plan and assessments collected for that purpose are valid even if held or collected before the coming into force of this act.

20. Notwithstanding the date provided in the first paragraph of section 28 of the Crop Insurance Act, the Régie may within 60 days of the coming into force of this act validly establish and publish the rates and prices contemplated in the said section 28, to apply to insurance under the collective plan for 1977.

21. This act shall come into force on the date to be fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council.